COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
08 au 14 décembre 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Mission d'Observation de la COI à Mada.....3

1.2 Sécurité alimentaire.....17

1.3 Energies renouvelables.....23

1.4 Biodiversité.....24

COI et ses Projet

Mission d'observation de la COI à Mada

12 décembre 2018

http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=36&news_id=1665

Jérémie Bonnelame nommé Chef de la Mission d'Observation de la COI à Madagascar

Monsieur Jérémie Bonnelame a été nommé Chef de la Mission d'Observation de la COI du second tour des élections présidentielles de Madagascar, prévu le 19 décembre prochain.

Monsieur Bonnelame a été nommé par le Vice-Président Vincent Meriton en sa capacité de président du Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien.

Cette nomination intervient peu de temps après celle du Président Danny Faure qui a nommé l'ancien ministre comme son Envoyé Spécial auprès des Autorités malgaches.

Ancien ministre des Affaires Etrangères (d'aout 1997 à février 2005) et ancien Secrétaire général de la COI de 1993 à 1997, M. Bonnelame a quitté Mahé ce mardi avec le Vice-Président Meriton pour Madagascar afin d'exercer ses nouvelles fonctions jusqu'à la fin du processus électoral.

On notera que la Mission d'Observation de la COI comprend, outre M. Bonnelame, mais aussi les anciens secrétaires généraux de l'organisation régionale, les ambassadeurs disponibles des pays membres de la COI et le Consul des Seychelles à Madagascar, M. Sylvain de Comarmond qui a, du reste, représenté la COI lors du premier tour.

La Mission d'Observation de la COI est chargée d'observer et d'analyser l'ensemble du processus électoral afin d'en réaliser une évaluation impartiale et objective. Cette analyse sera bien entendu basée sur les normes et engagements nationaux et internationaux souscrits par Madagascar en matière d'élection démocratique.

11 décembre 2018

http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=36&news_id=1664

Le Vice-Président en mission de la COI en Madagascar

Le Vice-Président Vincent Mériton, Président du Conseil des Ministres de la COI, se rend ce mardi à Madagascar dans le cadre d'une mission de bons offices auprès des autorités de la Grande Ile.

M. Mériton, est accompagné de l'ancien Ministre des Affaires étrangères et ancien Secrétaire général de la COI, M. Jérémie Bonnelame, présent dans la délégation au titre d'Envoyé Spécial du Président Faure et Chef de la Mission d'Observation de la COI ; du Secrétaire général de la COI, M. Hamada Madi Bolero et de l'Officier Permanent de Liaison de la COI aux Seychelles, M. Jacques Belle.

L'objectif de cette mission est de partager le message de soutien et de solidarité de la Commission de l'océan Indien avec le peuple frère de Madagascar dans la perspective du second et dernier tour de l'élection présidentielle prévu le 19 décembre 2018.

Dans cette optique il est prévu une série d'entretiens notamment avec les hautes autorités malgaches et les représentations diplomatiques accréditées à Madagascar.

Le Président du Conseil des ministres de la COI doit rencontrer, entre autres, le Président par intérim M. Rakotovao ; le Président de la Haute Cour Constitutionnelle, M. Jean Eric Rakotoarisoa ; le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) M. Yves Herinirina Rakotomanana et les deux candidats en lice, M. Andry Rajoelina et M. Marc Ravalomanana, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble (Union Africaine, Union Européenne, Organisation Internationale de la Francophonie, PNUD et SADC).

Il est attendu que le Président du conseil de la COI fasse également un discours à la rencontre du Comité de Pilotage du PRESAN - le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle - que la COI a conçu en partenariat avec la FAO, pour apporter des solutions pérennes et financièrement soutenables au problème de sécurité alimentaire dans l'Océan Indien.

Le retour de la délégation est prévu le vendredi 14 décembre.

8 décembre 2018

http://outremers360.com/politique/presidentielle-a-madagascar-la-commission-de-locean-indien-en-mission-de-dialogue-

Jérémie Bonnelame nommé Chef de la Mission d'Observation de la Commission de l'océan Indien (COI) à Madagascar

Monsieur Jérémie Bonnelame a été nommé Chef de la Mission d'Observation de la COI du second tour des élections présidentielles de Madagascar, prévu le 19 décembre prochain.

Monsieur Bonnelame a été nommé par le Vice-Président Vincent Meriton en sa capacité de président du Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien.

Cette nomination intervient peu de temps après celle du Président Danny Faure qui a nommé l'ancien ministre comme son Envoyé Spécial auprès des Autorités malgaches.

Ancien ministre des Affaires Etrangères (d'aout 1997 à février 2005) et ancien Secrétaire général de la COI de 1993 à 1997, M. Bonnelame a quitté Mahé ce mardi avec le Vice-Président Meriton pour Madagascar afin d'exercer ses nouvelles fonctions jusqu'à la fin du processus électoral.

On notera que la Mission d'Observation de la COI comprend, outre M. Bonnelame, mais aussi les anciens secrétaires généraux de l'organisation régionale, les ambassadeurs disponibles des pays membres de la COI et le Consul des Seychelles à Madagascar, M. Sylvain de Comarmond qui a, du reste, représenté la COI lors du premier tour.

La Mission d'Observation de la COI est chargée d'observer et d'analyser l'ensemble du processus électoral afin d'en réaliser une évaluation impartiale et objective. Cette analyse sera bien entendu basée sur les normes et engagements nationaux et internationaux souscrits par Madagascar en matière d'élection démocratique.

12 décembre 2018

https://www.africa-newsroom.com/press/le-vicepresident-en-mission-de-la-coi-en-madagascar?lang=fr

Le Vice-Président en mission de la Commission de l'océan Indien (COI) en Madagascar

L'objectif de cette mission est de partager le message de soutien et de solidarité de la Commission de l'océan Indien avec le peuple frère de Madagascar dans la perspective du second et dernier tour de l'élection présidentielle prévu le 19 décembre 2018

VICTORIA, Seychelles, 11 décembre 2018/APO Group/ --

Le Vice-Président Vincent Mériton, Président du Conseil des Ministres de la COI, se rend ce mardi à Madagascar dans le cadre d'une mission de bons offices auprès des autorités de la Grande Ile.

M. Mériton, est accompagné de l'ancien Ministre des Affaires étrangères et ancien Secrétaire général de la COI, M. Jérémie Bonnelame, présent dans la délégation au titre d'Envoyé Spécial du Président Faure et Chef de la Mission d'Observation de la COI ; du Secrétaire général de la COI, M. Hamada Madi Bolero et de l'Officier Permanent de Liaison de la COI aux Seychelles, M. Jacques Belle.

Dans cette optique il est prévu une série d'entretiens notamment avec les hautes autorités malgaches et les représentations diplomatiques accréditées à Madagascar

L'objectif de cette mission est de partager le message de soutien et de solidarité de la Commission de l'océan Indien avec le peuple frère de Madagascar dans la perspective du second et dernier tour de l'élection présidentielle prévu le 19 décembre 2018.

Dans cette optique il est prévu une série d'entretiens notamment avec les hautes autorités malgaches et les représentations diplomatiques accréditées à Madagascar.

Le Président du Conseil des ministres de la COI doit rencontrer, entre autres, le Président par intérim M. Rakotovao ; le Président de la Haute Cour Constitutionnelle, M. Jean Eric Rakotoarisoa ; le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) M. Yves Herinirina Rakotomanana et les deux candidats en lice, M. Andry Rajoelina et M. Marc Ravalomanana, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble (Union Africaine, Union Européenne, Organisation Internationale de la Francophonie, PNUD et SADC).

Il est attendu que le Président du conseil de la COI fasse également un discours à la rencontre du Comité de Pilotage du PRESAN - le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle - que la COI a conçu en partenariat avec la FAO, pour apporter des solutions pérennes et financièrement soutenables au problème de sécurité alimentaire dans l'Océan Indien.

Le retour de la délégation est prévu le vendredi 14 décembre.

Distribué par APO Group pour Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Seychelles.

11 décembre 2018

http://fr.africanews.com/2018/12/11/le-vice-president-en-mission-de-la-commission-de-locean-indien-coi-en-madagascar/

Présidentielle à Madagascar : La Commission de l'Océan Indien en «mission de dialogue et d'écoute» à Madagascar



La mission de la coi ave Christian Ntsay, premier ministre du gouvernement intérimaire de la La La République de Madagascar ; Yves H. Rakotomanana, président de la CENI © COI

Barry Faure, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Seychelles et Représentant de la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), et Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, ont effectué du 5 au 7 décembre une mission conjointe de dialogue et d'échanges avec les autorités malgaches et la communauté internationale.

Cette mission de la COI s'est inscrite dans la continuité de celle effectuée dans la Grande île par le Secrétaire général et le représentant des Seychelles auprès de la COI la semaine précédente. Elle précède l'arrivée prochaine à Antananarivo, le 11 décembre, de Vincent Mériton, président du Conseil des ministres de la COI et Vice-président de la République des Seychelles. Celui-ci rencontrera, entre autres, les deux candidats ainsi que la communauté internationale dans son ensemble à l'occasion d'une réunion prévue le 12 décembre dans l'après-midi.

Barry Faure et Hamada Madi se sont notamment entretenus avec Christian Ntsay, Premier ministre du gouvernement intérimaire, avec le ministre de la Défense nationale et ministre des Affaires étrangères par intérim, ainsi qu'avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Ils ont également rencontré l'ancien président Hery Rajaonarimampianina et les représentants des deux candidats en lice pour le second tour, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana.



Echanges avec la représentante de l'Union Africaine © COI

Les représentants de la COI ont eu des échanges avec les Hauts représentants de la communauté internationale, en particulier avec le PNUD, le chef du Bureau régional de l'Organisation internationale de la Francophonie, l'ambassadeur de l'Union européenne et les représentants des Etats membres de la COI accrédités à Madagascar. Un entretien a également permis à la mission d'échanger longuement avec la représentante de l'Union africaine, Hawa Yousouf Ahmed, qui assume le rôle de coordinatrice de la communauté internationale dans la Grande île.

La mission a fait passer à ses interlocuteurs les messages d'apaisement, de retenue et d'ouverture au dialogue qui doivent présider au scrutin du 19 décembre pour faire en sorte que cette élection présidentielle marque avant toute chose la victoire de l'intérêt général et de la stabilité institutionnelle dont Madagascar a le plus grand besoin pour son développement et sa croissance. Elle a insisté en particulier sur l'importance d'une campagne de second tour exemplaire, profondément démocratique et conforme à l'esprit de fraternité auquel aspire la société malgache.

Pour plus d'information :

http://www.dgqfpe.mg/index.php/2018/12/12/commission-de-locean-indien-le-vice-president-sera-bientot-a-

http://www.newsmada.com/2018/12/08/la-politique-en-bref-madagascar-present-a-la-cop24/

9 décembre 2018
http://www.infosplusgabon.com/index.php/actualites/submenu-1/17113-2018-12-09-15-07-53

La COI appelle au dialogue pour le second tour des élections présidentielles malgaches

Ebène, Maurice, 8 décembre (Infosplusgabon) - Barry Faure, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Seychelles et représentant de la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), et Hamada Madi, secrétaire général de la COI, ont effectué, du 5 au 7 décembre, une mission conjointe de dialogue et d'échanges avec les autorités malgaches et la communauté internationale à Antananarivo, la capitale de Madagascar, en prévision de la tenue, le 19 décembre, du second tour des élections présidentielles, qui opposera Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana.

Selon un communiqué émis samedi par la COI, cette mission s'est inscrite dans la continuité de celle effectuée dans la Grande île par le secrétaire général et le représentant des Seychelles auprès de la COI la semaine précédente.

"Barry Faure et Hamada Madi se sont notamment entretenus avec Christian Ntsay, Premier ministre du gouvernement intérimaire, avec le ministre de la Défense nationale et ministre des Affaires étrangères par intérim, ainsi qu'avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Ils ont également rencontré l'ancien président, Hery Rajaonarimampianina, et les représentants des deux candidats en lice pour le second tour, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana ", indique le communiqué.

"La mission a fait passer à ses interlocuteurs les messages d'apaisement, de retenue et d'ouverture au dialogue, qui doivent présider au scrutin du 19 décembre, pour faire en sorte que cette élection présidentielle marque, avant toute chose, la victoire de l'intérêt général et de la stabilité institutionnelle dont Madagascar a le plus grand besoin pour son développement et sa croissance", poursuit le communiqué.

La COI a insisté, en particulier, sur l'importance d'une campagne de second tour exemplaire, profondément démocratique et conforme à l'esprit de fraternité auquel aspire la société malgache.

FIN/INFOSPLUSGABON/OPK/GABON2018



12 décembre 2018

http://fr.africanews.com/2018/12/12/jeremie-bonnelame-nomme-chef-de-la-mission-dobservation-de-la-commission-de-

Le Vice-Président en mission de la Commission de l'océan Indien (COI) en Madagascar

Le Vice-Président Vincent Mériton, Président du Conseil des Ministres de la COI, se rend ce mardi à Madagascar dans le cadre d'une mission de bons offices auprès des autorités de la Grande Ile.

M. Mériton, est accompagné de l'ancien Ministre des Affaires étrangères et ancien Secrétaire général de la COI, M. Jérémie Bonnelame, présent dans la délégation au titre d'Envoyé Spécial du Président Faure et Chef de la Mission d'Observation de la COI ; du Secrétaire général de la COI, M. Hamada Madi Bolero et de l'Officier Permanent de Liaison de la COI aux Seychelles, M. Jacques Belle.

L'objectif de cette mission est de partager le message de soutien et de solidarité de la Commission de l'océan Indien avec le peuple frère de Madagascar dans la perspective du second et dernier tour de l'élection présidentielle prévu le 19 décembre 2018.

Dans cette optique il est prévu une série d'entretiens notamment avec les hautes autorités malgaches et les représentations diplomatiques accréditées à Madagascar.

Le Président du Conseil des ministres de la COI doit rencontrer, entre autres, le Président par intérim M. Rakotovao ; le Président de la Haute Cour Constitutionnelle, M. Jean Eric Rakotoarisoa ; le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) M. Yves Herinirina Rakotomanana et les deux candidats en lice, M. Andry Rajoelina et M. Marc Ravalomanana, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble (Union Africaine, Union Européenne, Organisation Internationale de la Francophonie, PNUD et SADC).

Il est attendu que le Président du conseil de la COI fasse également un discours à la rencontre du Comité de Pilotage du PRESAN - le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle - que la COI a conçu en partenariat avec la FAO, pour apporter des solutions pérennes et financièrement soutenables au problème de sécurité alimentaire dans l'Océan Indien.

Le retour de la délégation est prévu le vendredi 14 décembre.

13 décembre 2018
https://www.lexpressmada.com/13/12/2018/presidentielle-la-coi-souhaite-le-respect-des-resultats/

Présidentielle – La COI souhaite le respect des résultats

13 décembre 2018 Garry Fabrice Ranaivoson 22 Vues 3 minute(s) pour lire



Vincent Mériton, président du conseil de la Commission de l'océan Indien, durant son discours, hier, à Anosy.

Essayez l'appli LeVPN
Téléchargez l'appli LeVPN sur Android, iOS, Windows ou Mac, à utiliser sur 5 appareils.
OUVRIR

Pour l'organisation régionale, le verre est à moitié plein. Pour confirmer la dynamique de paix à l'issue du premier tour, le respect du verdict des urnes est le souhait des candidats.

Facteur d'espérance ». Vincent Mériton, vice-président des Seychelles et président du conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), est élogieux sur le déroulement du premier tour de l'élection présidentielle. à entendre son allocution d'hier, le respect des résultats du second tour serait la condition de la continuité de la dynamique de paix actuelle.

Ayant conduit une réunion de consultation concernant le deuxième tour de la course à la magistrature suprême, au Carlton, Anosy, le responsable seychellois a été, particulièrement, dithyrambique à l'égard des deux candidats finalistes. Selon lui, le fait que ce soit Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana qui s'engagent dans la dernière ligne droite serait « un facteur d'espérance ».
Rappelant un épisode des négociations de sortie de crise, Vincent Mériton déclare, « Ils ont démontré en 2012 lors des accords signés aux Seychelles qu'ils sont capables de dépasser leur intérêt personnel au profit de l'intérêt national, ils ont toujours démontré qu'ils étaient de vrais patriotes. Je suis convaincu qu'ils sont toujours dans cette même dynamique de paix, qu'ils continueront à mener une campagne sereine et respectueuse et qu'ils reconnaîtront le verdict des urnes ».

Circonspection

Par rapport au premier tour de la présidentielle, les discours prononcés, notamment, par les deux candidats sont nettement plus directs, voire violents. Au début de la propagande, les candidats numéro 13 et numéro 25 tenaient même des propos clivants. Dès le début de la joute, le candidat Rajoelina et le candidat Ravalomanana ont voulu faire de ce deuxième tour le dénouement de la crise de 2009.
Les mots « dictateurs », ou « putschistes », ont été de tous les meetings. Le passif politique des deux candidats finalistes de la présidentielle motive une relative circonspection. à la réunion d'hier, ont participé des responsables gouvernementaux, mais aussi, Hawa Ahmed Youssouf, représentante spéciale du président de la Commission de l'Union africaine (C-UA).
Dans sa prise de parole, la diplomate de l'UA a « exhorté », les deux candidats à la présidentielle « à rester dans cette même dynamique qui consiste à respecter les lois, les règlements en vigueur et s'abstenir de tout acte qui soit de nature à perturber le parachèvement du processus en cours et à engendrer des troubles et appelle lesdits candidats à sensibiliser leurs partisans dans ce sens ».
Une réunion entre le gouvernement et le Groupe de dialogue stratégique (GDS), entité composée des représentants de la communauté internationale présente à Madagascar, se tiendra au palais d'état de Mahazoarivo, ce jour. Les discussions porteront sur les élections, notamment, la présidentielle. Il est probable que le message lancé, hier, au Carlton, Anosy, soit réitéré, à Mahazoarivo.

13 décembre 2018
http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2018/12/13/coi-que-le-choix-du-peuple-soit-respecte/

COI : « Que le choix du peuple soit respecté »



Le président du conseil de la COI, Vincent Méritou (au centre), est pour le respect du choix du peuple.
La Commission de l'Océan Indien est une organisation intergouvernementale créée en 1982 à Port-Louis (Maurice) et institutionnalisée en 1984 par l'Accord de Victoria (Seychelles). Elle réunit cinq pays de la région océan Indien, à savoir l'Union des Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

Le vice-président de la République des Seychelles, et non moins président du Conseil de la COI, Vincent Méritou, a organisé avec la représentation de l'Union africaine à Madagascar et de la communauté internationale, ainsi que des représentants du gouvernement malgache, une réunion de consultation sur le second tour de l'élection présidentielle hier, à l'hôtel Carlton.
Lors de son intervention, le président du Conseil de la COI a déclaré que « *les candidats reconnaîtront le verdict des urnes, que le perdant (*ndlr : du second tour*) soit traité avec dignité, et que le choix du peuple soit respecté* ». Il n'a pas aussi manqué de souligner « *qu'on est là pour appuyer le processus démocratique* ». Tout en respectant la souveraineté nationale.
Observateurs. A l'endroit des observateurs internationaux, « *ne perdez pas le sens de neutralité* », a-t-il indiqué. Sur ce point d'ailleurs, il a également invité tous les anciens Secrétaires Généraux de la COI à se porter observateurs lors de ce second tour. Notons qu'il a été entouré à cette occasion, de la haute représentante de l'Union africaine à Madagascar, Hawa Ahmed Youssouf, et du Secrétaire Général de la COI, Hamada Madi.
Faut-il rappeler que la COI a deux missions spécifiques. Elle est le vecteur privilégié de construction et de développement solidaire de l'espace indianocéanique au sein duquel, les déplacements et connexions physiques et immatérielles doivent pouvoir se réaliser de manière efficace. Elle sert ensuite de cadre à ses Etats membres pour mener des actions collectives extérieures d'intégration et de coopération avec la région Afrique orientale et australe, le continent africain (UA), le Sud (collaboration Sud-Sud) et le reste du monde, ainsi qu'avec les institutions multilatérales et les différents bailleurs.
Dominique R

13 décembre 2018

http://www.mauriceactu.mu/2018/12/13/la-coi-reaffirme-son-soutien-a-madagascar-et-annonce-lenvoi-dune-mission-

La COI réaffirme son soutien à Madagascar et annonce l'envoi d'une mission d'observation





Dans le cadre de sa mission d'écoute et de dialogue en vue du second tour des élections présidentielles à Madagascar, le président du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) et vice-président de la République des Seychelles, Vincent Mériton, a organisé une réunion de consultation des Hauts représentants de la communauté internationale ce mercredi 12 décembre à Antananarivo.

Lors de cette rencontre, organisée en étroite collaboration avec la représentante de l'Union africaine à Madagascar, Hawa Ahmed Youssouf, et à laquelle ont pris part une trentaine d'ambassadeurs et de chefs de missions diplomatiques, Vincent Mériton a tenu à apporter le soutien de la COI au peuple et aux institutions de Madagascar. Il a annoncé en particulier l'envoi d'une mission d'observation de la COI pour le second tour qui sera composée des anciens Secrétaires généraux de la COI dirigée par le Seychellois Jérémie Bonnelame.

Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, a souligné que les observateurs de la COI travailleront en étroite collaboration avec les missions d'observation de la communauté internationale. Cette annonce a été très favorablement accueillie par les représentants du corps diplomatique et des organisations internationales présentes.

Durant cette mission à Madagascar, Vincent Mériton et Hamada Madi multiplient également les rencontres avec les responsables des institutions nationales, notamment celles chargées des élections, et les principales parties prenantes de cette élection.

La COI apporte ainsi une preuve concrète de sa participation à l'effort commun pour un deuxième tour de l'élection présidentielle transparent, crédible et

apaisé qui permettra à la Grande Ile de consolider sa croissance et son développement.

Pour plus d' information :

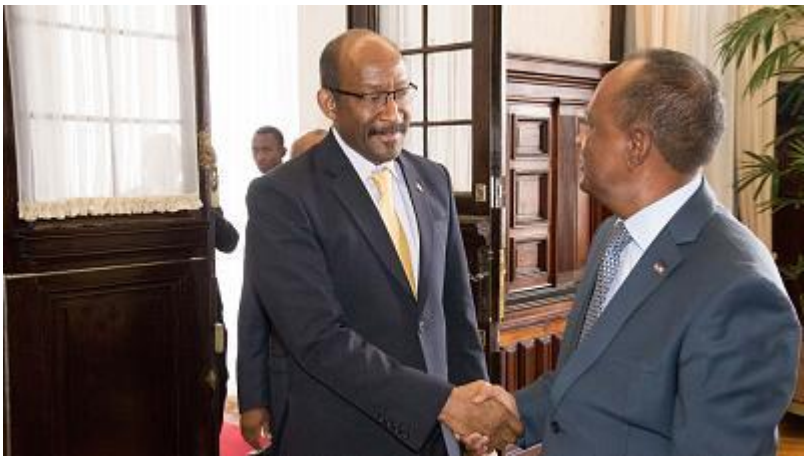
http://fr.africanews.com/2018/12/13/le-president-de-la-commission-de-locean-indien-coi-appelle-les-candidats-a-une-

https://actu.orange.mg/la-coi-apporte-son-soutien-au-processus-electoral-malgache/

12 décembre 2018

http://fr.africanews.com/2018/12/13/la-commission-de-locean-indien-coi-a-ambohitsorohitra-soutien-au-processus-

La Commission de l'Océan Indien (COI) à Ambohitsorohitra : soutien au processus électoral malgache pour préserver la stabilité de toutes les îles



Le Chef d'Etat Rivo Rakotovao a reçu en fin de matinée de ce jeudi 13 décembre, le VicePrésident des Seychelles et Président du Conseil de la Commission de l'Océan Indien, Vincent Mériton, ainsi que le Secrétaire Général de la COI, Hamada Madi Boléro.

Ces hauts représentants sont venus pour témoigner du soutien de la COI au Président par intérim malgache et pour le féliciter d'avoir mené à bien le premier tour des élections. «Pour nous, Madagascar est la grande sœur des îles de l'océan Indien. Toutes les îles sœurs peuvent bénéficier de son grand potentiel. Mais pour en bénéficier, il faut le déclencher. Et pour cela, il faut la paix et la stabilité. Nous allons passer à un autre stade de cette stabilité dès le 19 décembre. Et la COI sera toujours là, parce que Madagascar, Maurice, Seychelles, Les Comores, la Réunion, nous sommes ensemble, nous les îles, et nous allons travailler ensemble pour les îles. Mais ce qui reste très important, c'est la souveraineté de Madagascar. Nous avons, par ailleurs, espoir que les deux candidats au second tour des élections aient un respect mutuel et que le gagnant sache respecter la dignité du perdant, et surtout, que le perdant respecte le choix du peuple malgache car l'important c'est le peuple et son avenir. Et nous sommes ici pour vous appuyer en ce sens. Nous allons aussi voir toutes les Institutions du Gouvernement de Madagascar et apporter notre soutien. » a déclaré Vincent Mériton, Président du Conseil de la COI.

13 décembre 2018

https://www.lactualite.mg/economie/10313-securite-alimentaire-et-nutritionnelle-locean-indien-mise-sur-madagascar/

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : l'océan indien mise sur madagascar



Les pays membres de la COI et les partenaires ont été représentés à l'inauguration de l'URSAN à Ankorahotra

Par Michella Raharisoa

La Commission de l'Océan l'Indien (COI) estime que Madagascar pourrait nourrir toute la population de cette région. La Grande île est dotée d'une Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN).

La Sécurité alimentaire et nutritionnelle est une lutte commune des pays membres de la COI. Pour la vaincre, cette Organisation compte faire de Madagascar le grenier de la région. Dans cette optique, la Grande île a inauguré, ce 12 décembre son Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN) à Ankorahotra. Celle-ci est une structure du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN). C'est le fruit de la collaboration entre la COI et l'Agence des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ou FAO. Le programme consiste à développer des chaînes de valeurs agricoles et alimentaires d'intérêt régional. Il prévoit des facilités de nature technique, matérielle, réglementaire et/ou financière. La COI entend mobiliser les bailleurs de fonds dont la FAO, le FIDA (Fonds International pour le Développement Agricole) et le Secrétariat multi-bailleurs-Développement rural (SMB-DR).

Les investissements nécessaires à la mise en œuvre du PRESAN sont estimés à 150 millions de dollars pour une durée de cinq ans. La volonté de chaque Etat membre est également appelée. *« La sécurité alimentaire est un enjeu politique qui demande un engagement fort de nos Etats pour créer les synergies nécessaires au recouvrement de nos souverainetés alimentaires. Notre région, grâce à Madagascar, a les moyens de nourrir notre population et de réduire la dépendance de nos îles aux importations »*, souligne Vincent Meriton, Vice-président des Seychelles et président en exercice du Conseil des ministres de la COI. En 2016, la Commission avait révélé que la valeur des importations de produits alimentaires par la région était de 2 milliards de dollars par an. Les produits sont composés, entre autres, du poulet, le riz, l'ail et l'oignon, notamment d'Asie et d'Amérique.

13 décembre 2018
http://www.lagazette-dgi.com/?p=23045

Sécurité alimentaire régionale : Le PRESAN se consolide

L'organisation du PRESAN se consolide. Les bureaux de l'Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN) de la Commission de l'océan Indien (COI) ont été inaugurés ce jour au sein du bâtiment Ex-Sonaco Ankorahotra (Antananarivo, Madagascar). Cette localisation favorise les synergies entre les acteurs internationaux du développement agricole à savoir la Représentation de la FAO à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et le Secrétariat Multi-bailleurs – Développement Rural (SMB-DR) qui y sont déjà implantés.

L'URSAN accueille également Catherine Rakotomanga sa nouvelle Directrice mise à disposition par le Département de La Réunion et présentée lors de la seconde réunion du Comité de pilotage du PRESAN tenue ce même jour.

Par ailleurs, chaque pays membre de la COI dispose dorénavant d'un point focal national (PFN) en charge de coordonner un comité national technique de suivi (CNTS) pour le PRESAN.

Vers une réunion ministérielle sur la sécurité alimentaire régionale

Le Vice-président des Seychelles et président en exercice du Conseil des ministres de la COI, Vincent Meriton, a annoncé dans son discours d'ouverture de ce comité de pilotage du PRESAN l'organisation d'une réunion ministérielle des Etats membres de la COI sur la sécurité alimentaire au premier trimestre 2019. « La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un enjeu politique qui demande un engagement fort de nos Etats pour créer les synergies nécessaires au recouvrement de nos souverainetés alimentaires : notre région, notamment grâce à Madagascar, a les moyens de nourrir nos populations et de réduire la dépendance de nos îles aux importations », a-t-il précisé.

Le Général Béni Xavier Rasolofonirina, ministre des Affaires étrangères p.i. de Madagascar, a réaffirmé l'intérêt des acteurs gouvernementaux de la Grande Ile pour le PRESAN. Il a également insisté sur la portée de cette initiative régionale qui « relève d'un droit fondamental, celle d'avoir accès à une nourriture saine en quantité suffisante », rappelant ainsi l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Pour Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, le PRESAN offre ainsi un cadre d'action exemplaire permettant de mobiliser les partenaires techniques et institutionnels des Etats et des partenaires au développement ainsi que le secteur privé. « Maintenant que les structures sont en place et que les activités ont débuté, il nous reste à accélérer la mise en œuvre du PRESAN et traduire en actions concrètes les ambitions des Etats membres.»

De son côté, Patrice Talla Takoukam, Représentant de la FAO, a insisté sur la contribution du PRESAN à la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable, notamment l'ODD n°2 « lutte contre la faim et la malnutrition», l'ODD n°3 « bonne santé », l'ODD n°13 « lutte contre les effets

du changement climatique », les ODD n°14 et 15 pour la préservation des écosystèmes aquatiques et terrestres et l'ODD n°17 promouvant des partenariats solides pour le développement durable.

Le développement porté par le secteur privé et appuyé par le secteur public

Le PRESAN est le fruit d'une initiative de la COI dont les Etats membres ont élevé la sécurité alimentaire et nutritionnelle au rang de priorité politique. Ce programme ambitieux, élaboré avec le concours de la FAO, est conçu pour les producteurs, les consommateurs, le secteur privé et plus globalement pour augmenter et améliorer les échanges de produits agricoles et alimentaires de l'espace COI en réduisant les déficits commerciaux et nutritionnels.

Le programme comptera un ensemble de projets de développement des chaînes de valeurs agricoles et alimentaires d'intérêt régional. Il prévoit des « facilités » qui peuvent être de natures technique, matérielle, règlementaire et/ou financière. Des études en cours détermineront les modalités d'octroi de ces facilités pour l'ensemble des cinq pays membres de la COI, en particulier pour le secteur privé.

La FAO réaffirme son soutien à l'initiative régionale de la COI

En tant qu'agence spécialisée de l'ONU sur les questions liées à l'agriculture et les systèmes alimentaires, la FAO accompagnera la COI dans le processus d'études techniques, de formulation des divers projets couverts par le PRESAN, de mobilisation de ressources, de communications et de plaidoyer. Un accord a d'ailleurs été signé entre les deux institutions à Rome le 5 novembre 2018 dernier pour matérialiser cette étroite collaboration.

Les systèmes alimentaires sont indispensables pour répondre aux problèmes de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et aux problèmes de santé liés à l'alimentation. De nombreuses populations doivent faire face à des situations où la sous-alimentation coexiste avec le problème croissant du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire. Pour de nombreux États, la sécurité alimentaire, facteur essentiel de stabilité politique, constitue ainsi un enjeu majeur.

Les pouvoirs publics ont un rôle clé à jouer dans la création d'un environnement politique, juridique et institutionnel favorable qui propose aux acteurs de l'alimentation des mesures incitatives pour les groupes vulnérables et pour leur fournir un accès abordable aux aliments et aux régimes alimentaires sains. Le secteur privé, la société civile et le monde universitaire ont aussi un rôle clé à jouer en soutien au PRESAN.

Sur le PRESAN…

Le PRESAN contribue à l'initiative interrégionale de l'océan Indien et de l'océan Atlantique pour la mise en œuvre du Programme d'action mondial (GAP) de la FAO pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition dans les Petits Etats insulaires en développement (PEID). Il répond également au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, en particulier l'Objectif n°2 visant l'élimination de la faim et de la malnutrition.

13 décembre 2018

http://matv.mg/madagascar-grenier-de-lo-i-le-projet-ursan-desormais-operationnel/

Jeudi 13 Décembre 2018. Madagascar Laza. Pg 4241. Pag

Madagascar, grenier de l'O.I

Le projet URSAN désormais opérationnel

C'est un tournant décisif pour Madagascar en matière de sécurité alimentaire. Hier, les locaux de l'Unité Régionale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de la Commission de l'Océan Indien ont été inaugurés officiellement dans l'enceinte de l'Organisation Mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture à Ankorahotra.

Les structures organisationnelles et institutionnelles du PRESAN ou Programme Régional de Sécurité Alimentaire et de nutrition se consolident pour la règlementation alimentaire à Madagascar. Avec la participation des représentants de la FAO à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles, du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), des représentants de la COI, des représentants du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et du Ministère des Affaires Etrangères ainsi que le Secrétariat multi-bailleurs-développement rural (SMB-DR), le programme augmente et améliore les échanges de produits agricoles et alimentaires de l'espace COI. La COI accompagné de la FAO élaborera le processus d'études techniques, de formulation des divers projets couverts par le PRESAN, de mobilisation de ressources, de communications et de plaidoyer. En effet la priorité serait de mettre en place des projets de développement de chaînes de valeurs agricoles et alimentaires d'intérêt régional par la facilitation des techniques, de l'acquisition des matériels, du financement et des documents règlementaires. Il s'agit ici d'une opportunité pour Madagascar au niveau économique, social, sanitaire par l'amélioration de la productivité agricole et l'ouverture commerciale de ses produits entrainant la réduction de l'importation alimentaire et l'amélioration de la nutrition.

Dans son intervention à la presse, le Général Béni Xavier Rasolofonirina, Ministre de la Défense Nationale et Ministre des Affaires Etrangères par intérim, a souligné que c'est une opportunité pour Madagascar et pour les paysans malagasy d'étoffer le marché de l'Océan Indien. Un marché encore vaste qui est à notre proximité. «*Il ne faut pas oublier qu'il n'y aura pas de développement si le peuple est malnutri*», a-t-il souligné. Le Général Ministre qui a par ailleurs souligné que l'objectif de l'autosuffisance alimentaire de Madagascar ne sera plus un mythe.

Vincent Meriton, vice président des Seychelles et non moins Président du Conseil de la Commission de l'Océan Indien (COI) s'est félicité de cette prouesse qui est un pas de plus pour la région de l'Océan Indien. «*C'est un projet phare pour la Région et plusieurs organisations se sont mobilisées pour nous amener jusque là où nous sommes aujourd'hui*», a-t-il annoncé à la presse.

Le PESAN est un programme conçu pour les producteurs, les consommateurs et le secteur privé en vue de réduire les déficits commerciaux et nutritionnels. Il contribue à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations-Unies, en visant l'élimination de la faim et de la malnutrition ainsi que les partenariats pour la réalisation des objectifs.

Marc A.

1 4 décembre 2018

https://www.lexpressmada.com/14/12/2018/securite-alimentaire-madagascar-sera-bientot-le-grenier-de-locean-indien/

Sécurité alimentaire – Madagascar sera bientôt le grenier de l'océan Indien

14 décembre 2018 Miangaly Ralitera 22 Vues 2 minute(s) pour lire



Madagascar pourra importer du riz.



airbnb **Complétez vos revenus**

Louez votre logement selon vos conditions. Découvrez ce que vous pouvez gagner sur Airbnb.

Madagascar dispose de beaucoup de potentiels agro-écologiques pour approvisionner en alimentation les îles sœurs. Jusqu'à lors, ses atouts sont peu exploités.

« Les échanges sont encore insignifiants. Par exemple, les Seychelles qui importent tout en termes d'alimentation, passent des commandes partout dans le monde, jusqu'en Amérique du Sud », lance Catherine Rakotomanga, directrice de l'Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN) de la Commission de l'océan Indien (COI), hier.

Faire de Madagascar le grenier de l'Indianocéanie est l'idée majeure du Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN) de la COI, bien que le principe se base sur des échanges inter-îles. Madagascar produit en grande quantité des denrées très consommées par les habitants des îles sœurs, à savoir le riz, le maïs, l'oignon, les haricots secs, le soja, la viande rouge (zébu, et cabri), les volailles.

La volonté des îles de l'océan Indien, celle d'harmoniser les normes sont importantes pour faire avancer les choses. Il faut, par exemple, penser à la transformation ou à la remise à niveau de chaque filière.

Nous ne serions plus loin de l'objectif. Des résultats devraient être palpables, « bientôt », grâce à la consolidation du PRESAN de la COI, à travers la mise en place des bureaux de l'URSAN dans l'enceinte de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Ankorohaotra. L'URSAN qui a pour but de coordonner le PRESAN, favorisera les synergies entre les acteurs internationaux du développement agricole, la coordination des opérateurs d'exportation. Son inauguration a eu lieu, le 12 décembre.

La seconde réunion du comité de pilotage du PRESAN a eu lieu le même jour. « La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un enjeu politique qui demande un engagement fort de nos Etats pour créer les synergies nécessaires au recouvrement de nos souverainetés alimentaires. Notre région, notamment grâce à Madagascar, a les moyens de nourrir nos populations et de réduire la dépendance de nos îles aux importations », a indiqué Vincent Meriton, Vice-président des Seychelles et président en exercice du Conseil des ministres de la COI lors de son discours.

07 décembre 2018

http://www.rfi.fr/emission/20181207-ocean-indien-reseau-solaire-attirer-investissements-energie

Océan indien: Un réseau solaire pour attirer les investissements dans l'énergie

Par Abdoollah Earally



La Commission de l'océan Indien met en place un réseau régional de collecte de données solaires. Il recueillera des données plus précises dans le but d'améliorer l'efficacité des installations solaires et éoliennes dans les cinq pays de l'océan Indien. La COI espère ainsi mieux convaincre les futurs producteurs et les investisseurs de la viabilité du renouvelable.

COI et ses Projet

Biodiversité

08 décembre 2018

http://www.newsmada.com/2018/12/08/biodiversite-coi-ue-ressources-naturelles-lutilisation-illegale-a-reduire/

Biodiversité COI-UE – ressources naturelles: l'utilisation illégale à réduire

Par Les Nouvelles sur 08/12/2018







Le programme Biodiversité de la Commission de l'océan Indien, financé par l'Union européenne (Biodiversité COI-UE / 2014-2019), appuie les pays du sud-ouest de l'océan Indien, dont Madagascar, à réduire la pression sur la biodiversité. L'atelier national de restitution des résultats et de consolidation des acquis s'est tenu hier, à l'hôtel Le Louvre Antananarivo.

La pression démographique, l'urbanisation, la surexploitation des ressources, la dégradation des sols, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes et les effets du changement climatique, menacent la biodiversité, notamment les espèces endémiques. L'appui du programme Biodiversité COI-UE promeut l'utilisation durable des ressources de la

biodiversité, dans une optique de développement et de lutte contre la pauvreté.

Le programme touche quatre pays membres de la COI (Madagascar, Les Seychelles, Maurice et les Comores) et deux pays de l'Afrique de l'est (Kenya et Tanzanie) et vise ainsi à réduire l'utilisation illégale des ressources naturelles. A noter les plantes endémiques, les coraux et autres espèces animales menacées d'extinction. Il cherche également à renforcer la conservation et l'utilisation durables des ressources de la biodiversité côtière et marine, spécifiques à chaque île, aux niveaux régional, national et communautaire.

Appuis spécifiques à Madagascar

Outre les activités régionales en faveur des pays bénéficiaires, le programme Biodiversité a apporté des appuis spécifiques à Madagascar. D'après Rivosoa Rabenandrianina, point focal national pour Madagascar, quatre principaux résultats sont escomptés. Il cite en l'occurrence le *« renforcement et l'harmonisation des politiques et des cadres juridiques et institutionnels relatifs à l'utilisation de la biodiversité »*. Et, parmi ces initiatives figurent l'instauration et la reconnaissance du *« dina »*. A cela s'ajoutent le développement et l'amélioration des outils éducatifs, de sensibilisation, de communication et d'information.

A titre d'exemple, l'élaboration d'une feuille de route de renforcement de capacités sur la Comptabilité des écosystèmes et du capital naturel (ENCA) est prévu comme à Nosy Be. A Sainte-Marie et à Toliara, l'étude des impacts socioéconomiques sur les projets de valorisation des baleines figure aussi dans l'agenda.

D'après toujours notre interlocuteur, *« il est prévu d'établir des systèmes d'information, de mise en réseau et d'échanges de données relatives à la biodiversité mais aussi de créer et renforcer des centres thématiques sur la biodiversité comme le parc botanique et zoologique de Tsiumbazaza ou encore le Centre national de recherche appliquée au développement rural (Fofifa) »*. Et également de renforcer la contribution de la biodiversité au développement économique durable dans le dessein d'améliorer les conditions de vie des communautés.

Arh.

L'HEBDO ALTERNATIVES Du vendredi 7 au jeudi 13 décembre 2018 N° 0721 22



OCÉAN INDIEN

La riche biodiversité part en déclin

La région océan Indien regorge d'une richesse biologique inestimable et extraordinaire. Celle-ci se détériore d'année en année en raison de plusieurs pressions

Par Farah Raharijaona

Vision globale. Le projet Biodiversité de la Commission de l'océan Indien (COI) a organisé une formation sur la biodiversité, le 3 et 4 décembre à Maurice, à l'endroit des médias de Tanzanie, des Comores, des Seychelles, de Maurice et de Madagascar. Ces sessions ont permis aux participants de s'informer sur la diversité biologique de chaque pays, d'appréhender les menaces et de proposer des angles dans le traitement des nouvelles et informations pour chaque support.

Se référant à la situation globale en prenant l'exemple de l'Australie, du nord de l'Afrique et de l'Amérique, la perte de la biodiversité se généralise puisque les parties ayant comporté des forêts deviennent, ces dernières années, de moins en moins vertes. « *La biodiversité touche les vies sur terre, l'habitat, la génétique et l'écosystème. Sur les 30 millions d'espèces qui existent sur terre, 1,7 millions d'entre elles seulement sont nommées. Or, un tiers des espèces mondiales sont en danger et en voie d'extinction* », fait savoir Toky Rasoloarimanana, formatrice.

DÉGRADATION

La perte en biodiversité va de manière galopante que si toutes les vingt minutes, un bébé naît, en parallèle, deux espèces disparaissent; toutes les heures, 240 hectares de forêts partent en fumée ou sont coupées, un quart des amphibiens, des mammifères sont en danger d'extinction. On constate également une surexploitation de la pêche à 75 %.

Au niveau de la région, la situation ne s'écarte pas de celle mondiale. La biodiversité de la COI est classée cinquième hotspot mondial. Les animaux et les plantes des îles se sont séparés du continent et évoluent dans leurs terres d'origine. La révolution industrielle, la déforestation, l'exploitation minière, les feux de brousse, la culture sur brûlis ainsi que d'autres activités humaines (prolifération des déchets), pêche illégale participent à la dégradation de la nature et cette décadence serait à l'origine des cataclysmes naturels et des maladies. Les conséquences sont énormes pour les humains qu'ils vont expérimenter la chaleur intense et la hausse du niveau de mer dues au changement climatique, le tarissement des ressources en eau, la réduction des surfaces agricoles, la raréfaction des pâturages…

LA PERTE EN BIODIVERSITÉ VA DE MANIÈRE GALOPANTE QUE SI TOUTES LES VINGT MINUTES, UN BÉBÉ NAÎT, EN PARALLÈLE, DEUX ESPÈCES DISPARAISSENT TOUTES LES HEURES



Enjeux

L'Indianocéanie présente une forte biodiversité qui est particulièrement fragile. Sa protection relève des engagements de tous (dirigeants, ONG et associations, citoyens…) dans la mesure où les vastes espaces et la diversité des espèces tiennent un rôle majeur dans le développement socioéconomique, entre autres, dans le domaine de la santé publique, la sécurité maritime, l'environnement, la pêche, la médecine et le tourisme.

L'harmonisation des réglementations et du cadre légal entre ainsi en jeu dans la conservation de la biodiversité car d'après les participants, « *la non-application des lois favorise le crime contre l'environnement.* »

Les médias, en tant que grands relais pour sensibiliser le public et interpeller les dirigeants peuvent influer sur les décisions à prendre quant à la conservation de la biodiversité. Ils ont proposé des angles économiques, l'interpellation, des comparaisons entre les pays, des caricatures, des histoires humaines, des images choquantes ou encore des récits centrés sur des enfants pour mettre en avant les sujets d'intérêt public qui concerne le capital naturel.

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Capture des tortues dans la zone Océan indien

Le braconnage se poursuit en violation des textes en vigueur

Dans les îles du sud-ouest de l'Océan indien, le phénomène du braconnage connait une incroyable ampleur existent malgré les campagnes de sensibilisation menées par les défenseurs de l'environnement marin. Si les textes qui encadrent la protection de cette espèce endémique, les braconniers, profitant d'une forme de passivité des juridictions des Etats, passent d'une méthode à une autre pour maintenir une activité juteuse avec souvent la complicité d'autres personnes.

Le braconnage se poursuit en violation des textes en vigueur. Le cas le plus récent aux Comores, enregistré par les agents des parcs nationaux des Comores, date du mois de novembre dernier dans les eaux comoriennes entre Mayotte et Ndzuani. Une opération de patrouille de la gendarmerie de Pomoni a surpris des braconniers qui y venaient de capturer une tortue verte d'environ 100 Kg. Pris en flagrant délit, le commandant de la vedette s'est échappé en mer et les gendarmes ont récupéré l'animal. Sur place, les agents des parcs nationaux des Comores ont examiné l'état de santé de l'animal qui présentait des égratignures au niveau de la carapace mais aussi de sa patte postérieure droite.

Transportée à une plage à Kowa, la tortue a regagné la mer. Rihana Ali Ahmed, spécialiste en mobilisation communautaire au Parc national de Shiswani, avait fait savoir que «*la collaboration entre la Brigade de recherche et les parcs nationaux des Comores a encore porté ses fruits. La brigade de recherche a informé directement le Parc national de Shiswani qui s'est présenté immédiatement à Pomoni*». Du coup, une enquête est ouverte pour appréhender le commandant de la vedette.

Bien que le réseau national des aires protégées (Rnap) poursuive la sensibilisation dans les quatre coins de l'archipel des Comores, le commerce des tortues est loin d'être éradiqué. A Ngazidja, les tortues qui montent pour pondre sur les plages se vendent au vu et au su de la population. Cette tortue verte (Chelonia mydas, nom scientifique) est une source de revenu pour des familles, mais surtout elle est une «*protéine prisée*» pour une partie de la population. Le kilo se vend entre 750 et 1000 francs comoriens, soit moins cher que le prix du kilo de poisson fixé le plus souvent à 2000 francs.

Si un arrêté ministériel interdit sa capture et sa commercialisation, l'application dudit arrêté demeure non effective. Au nord de Ngazidja, un agent mis en place par le Rnap ne cesse de contacter la gendarmerie après avoir attrapé des braconniers, en vain. Le nœud du scénario est le manque de suivi lorsque l'affaire est transférée à la gendarmerie. Aucun braconnier n'est pas souvent, pour ne pas dire du tout, à la connaissance des membres des parcs nationaux, transféré au tribunal de la capitale fédérale. «*Les gendarmes nous questionnent, nous interdisent de ne pas recommencer. Et puis la tortue est partagée*», a confié sous l'anonymat un des braconniers récidivistes. La tortue est partagée par qui ? Une question à laquelle il a réussi à répondre. Une situation qui encourage le braconnage puisque l'affaire se limite habituellement sur des simples



garde-vues. Sauriez-vous la même situation au niveau de Madagascar ?

Défenseur de la tortue étoilée de Madagascar ou tortue radiata et résident du district de Toliara II, Rasombola appartient au groupe ethnique Mahafaly, dont les tortues sont des «*fady*» (interdit de manger ou toucher).

«Espèces emblématiques»

Selon lui, des touristes visitent des localités pour voir des espèces endémiques grâce à leur existence. «*L'affluence des touristes a permis aux jeunes de se former au métier de guide, aux femmes de vendre des produits artisanaux (bijoux, sacs…). En outre, ces Ong et associations ont réussi à implanter des infrastructures sociales de base comme les écoles et les centres de santé communautaires dans le but d'aider les familles*», a-t-il constaté. Aujourd'hui, Rasombola n'hésite pas à considérer les membres de sa famille, son entourage ainsi que les leaders traditionnels à mieux protéger ces espèces «*emblématiques*» qui déterminent, selon lui, leur identité, leur fierté et qui garantissent l'avenir de leurs descendants. «*Je les incite à dénoncer les cas de collecte et de braconnage pour que les auteurs soient punis*», a-t-il raconté.

Quant à Lamzo, qui fait partie de la communauté de base du fokontany d'Andrampano, relate le braconnage à la pauvreté «*extrême*» qui sévit dans sa localité. «*Le prix des produits de première nécessité flambe, le nombre de bovidés diminue en raison de la recrudescence des actes de banditisme, l'emploi est précaire*», regrette-t-il avant de confier qu'il a succombé à la tentation. Il considère que son travail est simple bien qu'il s'exerce à l'insu de sa famille et de ses camarades. Il consiste à collecter de tortues tant juvéniles qu'adultes sans les tuer. «*10 000 ariary (3 dollars) ! Cela me rapporte beaucoup en une semaine. Je sais que ce n'est pas bon, mais en tant que père de famille, je dois assurer la survie de ma famille, subvenir à ses besoins, assurer la scolarité de mes enfants et réaliser des projets personnels*», explique Lamzo. Après le bois de rose, ce sont les tortues radiata qui sont victimes de trafic dans la Grande Île pour être commercialisées dans la région, comme à l'île Maurice. «*Nul ne sait comment elles atterrissent à Maurice. Ce qui est connu c'est leur vente. Elle se fait en douceur*», nous a confié un militant écologiste mauricien. Sachant que Maurice est signataire de la convention «Cites» depuis 1975 et en 2016 le gouvernement a voté une loi sur la protection de la biodiversité indigène. Cette loi implique un contrôle sévère sur l'importation de plantes et d'animaux de même que l'interdiction du commerce



Commerce régional

d'espèces protégées. Malgré cela, «*le commerce de la tortue radiata est effectué sur le sol mauricien. En 2010 plus de 30.000 tortues ont été saisies par les autorités malgaches. Cette cargaison étant destinée au commerce régional*», a-t-il regretté.

Pour leur part, les Ong expliquent que les campagnes de sensibilisation se multiplient pour expliquer la fragilité de ces espèces à la population et le besoin de les protéger. «*La population est encouragée à venir dénoncer la vente de tortue à Maurice pour que le gouvernement puisse retracer les auteurs de ce trafic*», reconnait un militant écologiste mauricien. L'amende pour un délit de la sorte peut s'élever jusqu'à 100.000 Rs (3000$). Par ailleurs, il faut déplorer le fait que jusqu'à présent aucun braconnier ni trafiquant ou marchand de tortue n'a été arrêté, jugé et condamné, à en croire ce militant.

Nazir Nazi

Tortues étoilées de Madagascar
339 tortues terrestres aux mains des autorités comoriennes

339 tortues étoilées de Madagascar sont encore vivantes et gardées par la direction générale comorienne de l'environnement et de la forêt. C'est après que le groupement d'intervention de la police nationale (Gign) ait saisi 350 tortues terrestres malgaches depuis vendredi dernier à Itsandra que le directeur général adjoint de l'environnement, Mohamed Mradzila, a constaté que dix tortues étaient déjà mortes. Les Comores et la Grande Île sont des pays signataires de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites), les autorités comoriennes sont dans l'obligation d'assurer la sécurité des tortues malgaches et de faire en sorte qu'elles soient renvoyées au pays d'origine. Communément appelée tortue étoilée de Madagascar ou tortue radiata (en malgache), la Chelonia mydas (nom scientifique) mesure, à l'âge adulte, une quarantaine de centimètres de long pour les mâles et une trentaine pour les femelles. Elle peut alors peser 20 kg pour les mâles et 15 kg pour les femelles. Sa longévité est d'une centaine d'années. Considérée comme la plus belle tortue au monde, cette espèce endémique de Madagascar est menacée. En l'espace de 30 ans, la population est passée de 12 millions à environ 3 millions aujourd'hui. Des chiffres qui font d'elle une espèce en danger d'extinction critique, selon l'association Turtle survival alliance (Tsa). Avec des saisies se faisant par dizaine de milliers par année, la tortue radiata pourrait être inexistante d'ici 20 ans.

Nazir Nazi

La tortue, une espèce protégée

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, connue par son sigle CITES ou encore comme la Convention de Washington, est un accord international entre Etats. Elle a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent. Depuis des années, la CITES est au nombre des accords sur la conservation qui ont la plus large composition ; elle compte actuellement 183 Parties. Madagascar a été l'un des premiers pays à adhérer à la Convention CITES, en 1975, montrant ainsi sa volonté de veiller à ce que le commerce international ne nuise pas à la survie des espèces dans la nature. Concernant la CITES l'Union des Comores y a adhéré en Novembre 1994 et le pays fait actuellement l'objet d'une recommandation de suspension de commerce pour une ou plusieurs espèces.

12 décembre 2018

http://ionnews.mu/video-biodiversite-marine-des-pays-de-locean-indien-en-quete-de-solutions-communes-121218/

[Vidéo] Biodiversité marine : Des pays de l'océan Indien en quête de solutions communes



Il faut trouver la balance entre les projets de développements et le respect de l'environnement. Une conférence organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) a réuni plusieurs représentants des différents pays de région ainsi que le Kenya et la Tanzanie. La conférence s'est tenue du lundi 10 au mardi 11 décembre et avait pour objectif de trouver des nouvelles solutions pour la préservation de la biodiversité.

Richard Payendee, Commissaire rodriguais de la Pêche, de l'Environnement et du Tourisme considère que le 10e district de Maurice est en avance sur ce plan. Il explique que des mesures nécessaires ont été adoptées pour la sauvegarde des espèces en voie de disparition, comme l'ourite et les crustacés.

Pour plus d'information voir la vidéo :

YouTube

https://youtu.be/diwdD9T9TkE

11 décembre 2018

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2018/12/11/programme-biodiversite-onze-projets-subventionnes-pour-

Programme biodiversité : Onze projets subventionnés pour Madagascar



Toutes les parties prenantes s'attellent actuellement à l'élaboration d'un code de l'environnement.

Madagascar fait partie des six pays d'intervention du programme biodiversité de la comission de l'Océan Indien, financé par l'Union Européenne dans le cadre du 10eFED.

Il s'agit d'un programme mis en œuvre depuis 2014 et qui touchera à sa fin en janvier 2019. A l'issue d'un appel à proposition lancé au niveau régional en 2015, des subventions portant une valeur maximale de 100 000 Euros, ont été attribuées aux acteurs de la société civile soumissionnaires, tels que des ONG, des universités et des institutions para-étatiques. Ces derniers se chargent de développer des micro-projets visant une gestion durable de la biodiversité. « *Madagascar constitue le premier bénéficiaire de ce programme Biodiversité. En effet, onze projets sur les 29 sélectionnés et subventionnés par la COI au niveau de l'Indianocéanie, sont mis en œuvre dans la Grande île. Ce qui représente un montant total des subventions à 900 000 Euros* ». Le point focal national du programme biodiversité, Rabenandrianina Rivosoa, l'a déclaré lors d'un atelier de restitution des résultats et de consolidation des acquis, la semaine dernière.

Transfert de gestion. Plus précisément, ce programme biodiversité a pour mission d'appuyer les six pays du sud-ouest de l'Océan Indien dans le but de réduire la pression sur la biodiversité par l'utilisation durable des ressources naturelles côtières et marines au niveau régional, national et communautaire. Il vise entre-temps à lutter contre les exploitations illégales des ressources de la biodiversité comme les plantes endémiques, les coraux et les autres espèces animales menacées d'extinction. A titre d'illustration, l'association SAHI, en partenariat avec la SOFIA Guide Touristique, a mis en œuvre un projet intitulé « Fiveloma », qui consiste à développer des activités à valeur ajoutée favorables à la conservation des écosystèmes côtiers et marins dans les communes rurales d'Ambolobozo et d'Analalava, région de SOFIA. « *Notre but est d'impliquer les communautés locales dans des activités de conservation par le biais de leur conscientisation et d'un transfert de gestion des ressources marines, tout en promouvant d'autres activités génératrices de revenus. Celles-ci ont pu reboiser plus de 242 000 pieds de palétuviers et 572 foyers améliorés ont été auto-construits* », a expliqué José Randriamampionona, président de l'association SAHI.

Centres d'incubation. Dans la foulée, deux « dina » ou règles communautaires ont été homologuées en vue d'assurer une gouvernance locale afin de limiter l'intrusion des étrangers dans leurs localités ou lutter contre la pêche illégale, notamment l'utilisation des moustiquaires

d'une longueur de 1km. Une période de fermeture de pêche est aussi instaurée. En effet, « *des étrangers provenant d'Antsohihy ou de Nosy-Be exploitent illicitement des palétuviers pour construire des bungalows ou produire du charbon. En contrepartie, ces communautaires villageois ont bénéficié d'une formation en matière d'apiculture, de vannerie et de tourisme villageois, car le lémur flavifrons est endémique de la région de SOFIA. Des centres d'incubation ont été ensuite mis en place, pour ce faire, à part la création d'un réseautage avec des professionnels* », a-t-il poursuivi.

Code de l'environnement. Par ailleurs, le programme Biodiversité a soutenu le pays afin qu'il puisse honorer ses obligations en matière de règlementations environnementales. « *Des comptes nationaux du capital naturel ont été élaborés sur le site pilote de Nosy Be, entre autres, afin d'évaluer à long terme, la contribution des ressources naturelles dans l'économie nationale. En effet, on y constate une forte croissance démographique avec la création d'un village artificiel embelli de nombreuses infrastructures. Cette région devient un importateur de produits agricoles si aucune décision n'est prise à temps. Le taux de sequéstration de carbone est également en baisse à cause de la pression sur les forêts* », a évoqué Rabenandrianina Rivosoa. Une mise en cohérence des textes environnementaux et l'élaboration du code de l'environnement sont en même temps en vue, à part le renforcement de capacité de l'administration, en matière de gestion des espèces envahissantes qui représentent une menace pour la bioidiversité locale. A titre d'illustration, un arrêté inter-ministériel est publié en vue d'interdire l'exploitation des palétuviers. Par contre, dans le cadre du transfert de gestion des mangroves, il est autorisé de les exploiter mais d'une manière durable.

Navalona R.

Pour plus d'information en langue malgache :

http://www.newsmada.com/2018/12/10/coi-nahomby-ny-fiarovana-ny-tontolo-iainana/

http://www.newsmada.com/2018/12/11/coi-fanaovan-gazety-aminny-tontolo-iainana/

L'Express DE MADAGASCAR

Biodiversité

12 décembre 2018

https://www.lexpressmada.com/12/12/2018/biodiversite-neuf-cent-mille-euros-de-financement-pour-madagascar/

Biodiversité – Neuf cent mille euros de financement pour Madagascar

12 décembre 2018 Harilalaina Rakotobe 249 Vues 1 minute(s) pour lire



Les acteurs du secteur encadré par les représentants de l'Union Européenne lors de l'atelier.



Consolidation des acquis. C'est par ce principe qu'un atelier de renforcement de capacité sur le programme de biodiversité a été effectué la semaine dernière à l'hôtel le Louvre Antaninarenina. Le programme vise la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources marines et côtières, pour une amélioration des conditions de vie des communautés. Dans la région océan Indien, Madagascar constitue le premier bénéficiaire du programme Biodiversité en terme de nombre de projets subventionnés, soit onze projets sur vingt-neuf existants dans la Grande île.

Ce qui représente un montant total d'environ 900 000 euros. « Le programme Biodiversité entre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale pour le développement durable (PNDD), de la stratégie et du plan d'action national sur la biodiversité », souligne Edmée Ralalaharisoa, Directrice Générale de l'Environnement en concluant que « Les résultats seront utilisés soit comme préalables à d'autres actions futures. Comme le cas de l'élaboration du futur code de l'environnement, soit comme acquis pour renforcer davantage les actions de conservation ». Une manière pour les acteurs de ce secteur de maintenir la Grande île comme hotspot de la biodiversité.

12 décembre 2018
http://www.rfi.fr/emission/20181212-maurice-avenir-recifs-coralliens

Maurice: l'avenir des récifs coralliens

Par Abdoollah Earally



Plus de 80 % des récifs coralliens sont menacés dans les eaux mauriciennes. C'est le constat que fait la Commission de l'océan Indien. Ces récifs considérés comme un des écosystèmes les plus riches et productifs de la planète sont menacés par l'activité humaine et les phénomènes climatiques. Il y a cependant des raisons d'espérer que la régénération de ces coraux est possible.